

# Mourir à Moronvilliers...

**Juste avant** la dernière rencontre de la Coordination contre la société nucléaire, le samedi 10 septembre dans la matinée, nous nous sommes rendus à une bonne vingtaine de personnes à Pontfaverger. Rappelons que cette commune abrite la base militaire de Moronvilliers où le CEA pratique des essais dits froids en utilisant des répliques d'un modèle de bombe nucléaire où est remplacée la matière nucléaire comme le plutonium par de l'uranium appauvri et parfois quelques grammes de plutonium pour voir comment réagissent les explosifs chimiques qui sont dans la bombe.

**Il s'agissait avant tout** de coller l'affiche de la coordination, *Nucléaire : la voie criminelle*, et de tenter de rencontrer la population qui, bien souvent, travaille sur ce site en lui distribuant un tract d'informations connues\* dans le but que les langues se délient. Ce tract dénonçait les conditions de travail des salariés embauchés par des entreprises sous-traitantes du CEA, véritables trimardeurs du nucléaire militaire, même si ici le véritable danger est plus d'ordre chimique que d'ordre nucléaire. Ce tract\*\* se terminait par une dénonciation de la course à l'extension et à la sophistication de l'arsenal nucléaire. Pour nous, *Lutter contre les futures catastrophes... passe aujourd'hui par l'exigence de la fermeture de ce site de Moronvilliers.*

**Ce n'est pas** la première fois que des antinucléaires se rendaient dans cette commune ; voici quelques années les portes se refermaient et les rues se vidaient. Là, nous avons, dès notre arrivée, tombé sur la sortie de l'école communale. Même après avoir lu notre texte, nous n'avons pas ressenti d'agressivité à une mo-

table exception près : *«Vous voulez que ce canton meure !»* de l'antiquaire du coin. Les langues ont commencé à se délier lorsqu'un habitant est sorti de sa maison pour nous dire qu'il avait travaillé sur le site (avec la personne de 35 ans qui vient de mourir d'un cancer) en bleu de travail mais avec des chaussures de sécurité dans le démontage d'une aire bétonnée contaminée par des expériences à l'air libre qui ont eu lieu dans les années 1960-1970. Nous apprenons que d'autres personnes viennent de décéder et que d'autres sont bien malades.

**Nous ne pouvons pas** quitter ce village sans un contrôle de gendarmerie. C'est un «site sensible» surveillé en permanence par 21 gendarmes sur les 24 que compte cette brigade ! Alors que 4 d'entre nous n'avaient pas leurs papiers sur eux dont 2 mineurs, nous avons été surpris de la réaction des forces de répression qui ne nous ont pas ennuyés, se fiant aux déclarations orales des contrôlés(es). Du jamais vu ! Comme quoi, le moral des troupes n'y est plus.... ■

**Septembre 2005  
D., d'Egréore**

\***La porte** de la cuve des essais dits froids a sauté en novembre 2004, plusieurs travailleurs de ce site viennent de mourir d'un cancer, d'autres ont bien des soucis de santé... Voir *Connaître alternatif* 149 et 151.

\*\***La copie** de ce tract est disponible. Ecrire à Reims.

}

## Tract

# MOURIR à MORONVILLIERS ...

Officiellement, depuis 1996, il n'y a plus d'essais nucléaires en France, dans leur phase finale, c'est à dire qu'il n'y a plus de bombe atomique qui explose comme ce fut le cas dans le Sahara de l'Algérie française ou à Moruroa en Polynésie.

Par contre des essais dits " froids " sont effectués à Pontfaverger/Moronvilliers. Le C.E.A (Commissariat à l'Energie Atomique) pratique des explosions en utilisant des répliques d'un modèle de bombe nucléaire où est remplacée la matière nucléaire comme le plutonium par de l'uranium appauvri et parfois quelques grammes de plutonium pour voir comment réagissent les explosifs chimiques qui sont dans la bombe.

A Moronvilliers, la réaction en chaîne qui a lieu lors d'un essai grandeur nature n'a pas lieu. Mais nous sommes loin des essais en laboratoire comme l'avait dit Chirac en 1996. En effet, ici, il y a périodiquement des explosions qui, après avoir été commises à l'air libre, ont lieu maintenant dans une cuve. En novembre 2004, **le couvercle de la cuve a sauté** et cela a créé une véritable panique sur ce site. Il y a donc eu rejet de poussières d'uranium appauvri et peut-être d'autres matières tels le Béryllium, employé dans les détonateurs des bombes nucléaires.

Entendons-nous bien, le véritable danger n'est pas ici d'ordre nucléaire mais d'ordre chimique où quelques milligrammes de poussières avalées ou inhalées peuvent provoquer des cancers.

Dans la région, aucune étude n'est faite sur l'éventuel impact de ces essais " à froids " sur la santé des populations. Pour obtenir une telle étude, il faudrait une réelle volonté de lutte. L'Etat français n'a jamais donné de précisions sur ces opérations liées à la sale guerre nucléaire, qu'il s'agisse de Moruroa ou du désert algérien, qu'il s'agisse des populations civiles ou du personnel militaire. Il en allait de sa crédibilité pour l'ensemble de son programme nucléaire.

De plus, comme dans tout site nucléaire qu'il soit civil ou militaire, des salariés embauchés par des entreprises sous-traitantes du C.E.A. (ou d'EDF dans le cas de centrales nucléaires) font le sale boulot. Sous couvert du " secret défense ", ces salariés doivent évidemment se taire ; ils se taisent d'autant plus que le chantage à l'emploi s'exerce directement ou implicitement.

Or, depuis quelques mois, des travailleurs perdent la vie en voulant la gagner pour avoir par exemple détruit aux marteaux-piqueurs, sans aucune protection, une aire bétonnée contaminée par des expériences à l'air libre qui ont eu lieu dans les années 1960 et 70. D'autres risquent dans ces prochaines années d'avoir de graves problèmes de santé pour avoir ramassé, après un essai, des échantillons dans les cuves.

Il est grand temps que les langues se délient, que les personnes concernées exigent des comptes de l'Etat sur les conséquences de ces essais dits à froids. A noter que l'association AVEN (association des vétérans des essais nucléaires) mène un travail juridique (\*).

**Derrière l'écran de fumée des traités sur la non-prolifération des armes nucléaires et sur l'interdiction de leurs essais grandeur nature** se cache la course à l'extension et à la sophistication de l'arsenal nucléaire. Demain, des populations auront à subir des désastres. Lutter contre ces futures catastrophes qui n'auront rien de naturel passe aujourd'hui par l'exigence de la fermeture de ce site de Moronvilliers.

**Egrégore, B.P. 1213, 51058 Reims cedex ;  
membre de la coordination contre la société nucléaire**

(\*) AVEN : Site Internet – <http://aven@aven.org> où on peut obtenir l'adresse du délégué marnais de cette association : Michel Cardon, 27 rue Lecomte de l'Isle, 51000 Châlons en Champagne.

## NUCLEAIRE : LA VOIE CRIMINELLE